

STATEMENT BY MALI

MADE 16 JUNE 2004

**AT THE UNITED NATIONS CONFERENCE
ON TRADE AND DEVELOPMENT**

Eleventh Session

**São Paulo, Brazil
13-18 June 2004**

Déclaration du Ministre de l'Industrie et du Commerce du Mali
Monsieur Choguel Kokalla Maiga
à la 11^{ème} Session de la Conférence des Nations Unies sur le
Commerce et le Développement : CNUCED

Sao Paulo - Brésil, 13 -18 juin 2004

Monsieur le Président,

Monsieur le Secrétaire Général de la Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement,

Mesdames, Messieurs les ministres,

Mesdames et Messieurs,

Permettez moi avant tout Monsieur le Président, de vous remercier d'avoir bien voulu me donner la parole à cette occasion si solennelle de la tenue de la 11^{eme} Session de la Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement: CNUCED.

Permettez moi aussi de remercier les autorités du Brésil, pour la bonne organisation de la présente conférence, l'accueil, les facilités et toutes les marques d'attention dont ma délégation et moi-même avons fait l'objet depuis notre arrivée dans leur beau pays.

Je voudrais également saisir cette heureuse opportunité pour transmettre à son Excellence le Président Luiz Inacio « Lula » da Silva et à tout le Peuple du Brésil, les salutations fraternelles et chaleureuses du Peuple Malien, de son gouvernement et de son Président, Son Excellence Monsieur Amadou Toumani Touré.

Monsieur le Président,

Mesdames, Messieurs,

Le thème de la présente session de notre conférence est d'une grande importance pour les pays en développement en général et pour les PMA en particulier.

En effet ces pays peinent à amorcer leur décollage économique, et cela, malgré les progrès réalisés en matière de participation au commerce multilatéral.

Cette situation, comme vous le savez, est essentiellement due à l'insuffisance des ressources financières internes pour faire face à l'investissement, à l'épineux problème du commerce inéquitable et à la faible capacité du tissu industriel à transformer les produits de base.

Je ne m'étendrai pas sur l'ensemble de ces questions, que vous connaissez déjà très bien pour ne pas abuser de notre temps.

Mesdames, Messieurs,

L'aide publique au développement reste désespérément faible, malgré les appels lancés depuis de nombreuses années lors des conférences internationales pour porter son niveau à au moins 0,7% du PIP des pays développés.

Les pays en développement, notamment les moins avancés, ont entrepris dans une large mesure, des réformes économiques pour traduire en acte, les engagements auxquels ils ont souscrits. Malheureusement les efforts consentis par les partenaires restent encore en deçà des attentes.

Je ne doute pas que notre Conférence se penchera sur cette question cruciale, en vue de trouver une harmonie entre notre développement et un niveau de flux d'aide conséquent.

Mesdames, Messieurs

L'endettement extérieur constitue aujourd'hui un fardeau lourd à supporter et un obstacle majeur à la réalisation d'investissements dans les secteurs sociaux capables de réduire la pauvreté et les inégalités sociales. Elle compromet ainsi tout effort de développement.

Nous en appelons ici, encore une fois, à la compréhension de nos partenaires créanciers pour consentir davantage d'efforts dans le cadre de l'Initiative des Pays Pauvres Très Endettés (PPTTE) pour parvenir à un niveau d'endettement soutenable et améliorer le financement des investissements productifs.

Monsieur le Président,

Mesdames, Messieurs

Mon pays, le Mali, est confronté à d'autres difficultés, toutes aussi importantes, qui entravent son développement, ce, malgré les efforts inlassables déployés par ses populations et ses dirigeants, depuis de nombreuses années pour restructurer l'économie nationale. Il fait encore partie du groupe des Pays les Moins Avancés (PMA).

Mesdames, Messieurs

L'économie du Mali repose essentiellement sur l'agriculture. La production de coton représente 14% du PIB, 50% des recettes d'exportation agricoles et 30% des recettes d'exportation totales.

Plus de 3 millions de personnes sont directement concernées par la culture du coton, soit plus du quart de la population.

C'est pour vous dire Mesdames et Messieurs le rôle que joue le coton dans l'économie et le développement de mon pays,

Le coton est le seul produit agricole pour lequel le Mali dispose d'un avantage comparatif indéniable. Plus de 99% de la production, qui ne cesse d'augmenter depuis plusieurs années, sont exportés.

Mais depuis plusieurs années, du fait des subventions agricoles et des soutiens internes accordés par certains pays développés à leur production, notre coton n'est pas rémunéré à sa juste valeur et le Mali n'en tire pas un profit conséquent. Ceci porte préjudice à nos milliers d'agriculteurs, dont le principal revenu annuel s'amenuise d'année en année, les maintenant ainsi dans une pauvreté sans cesse croissante.

Monsieur le Président ,

Mesdames, Messieurs

Cette situation n'est pas une fatalité. Nous ne devons pas, devant elle, baisser les bras.

C'est tout le sens que nous donnons au combat que le Mali mène depuis plusieurs mois déjà, aux côtés de ses frères du Bénin, du Burkina Faso et du Tchad, dans toutes les arènes internationales où nous avons eu l'occasion de prendre la parole.

Nous pensons que ce combat est aussi celui de tous les pays africains producteurs de coton, de tous les PMA, et au delà, de tous les pays en développement souffrant du commerce inéquitable.

Des actions concrètes ont été engagées auprès de l'OMC dans le but de trouver une solution spécifique et urgente aux violations des règles du système commercial multilatéral, afin de sauver les filières en péril et réduire la pauvreté des pays producteurs de coton.

Mesdames, Messieurs,

Le traitement, de l'aspect commercial et celui du développement, du dossier coton devra se faire de façon spécifique en dehors des négociations globales sur l'agriculture, pour trouver une solution urgente et durable à ce problème crucial.

Toutefois, le Mali demeure ouvert et flexible pour trouver une solution acceptable par tous.

Des propositions de solutions, capables de marquer des progrès, ont été faites notamment par l'Union Européenne. Cependant, elles devront être discutées et adaptées aux stratégies de développement des pays producteurs de coton. Un calendrier d'exécution devrait être établi.

Nous fondons beaucoup d'espoir sur la session de la CNUCED en cours et sur toutes les futures rencontres importantes programmées, notamment le Forum Union Européenne - Afrique sur le coton qui se tiendra à Paris en début juillet et le prochain Conseil Général de l'OMC, pour voir toutes nos préoccupations prises en compte.

Nous sommes sûrs, que tous les pays membres de l'OMC, mettront ensemble leurs efforts, pour que soit établi, un système commercial plus juste et plus équitable, afin que même les plus pauvres puissent en tirer parti.

Mesdames, Messieurs

La valorisation locale du coton est devenue aujourd'hui une priorité pour nous. Nous comptons, avec l'appui des investisseurs étrangers directs et des bailleurs de fonds, transformer environ 10% de la production nationale de coton fibre d'ici les cinq (05) prochaines années contre moins de 1 % actuellement.

Mesdames, Messieurs

En dépit des problèmes cruciaux tantôt évoqués, mon pays, le Mali, poursuit ses efforts de développement dont l'objectif essentiel est la lutte contre la pauvreté.

Pour ce faire, nous avons élaboré le Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté : CSLP qui constitue pour nous aujourd'hui un document de référence des stratégies et politiques de développement au Mali et un instrument privilégié de dialogue avec l'ensemble de nos partenaires au développement.

En effet, le commerce est perçu comme un moyen de lutte contre la pauvreté et un facteur de croissance dans les pays en développement. Cependant la participation de mon pays au commerce international reste encore marginale.

J'ai grand espoir, que les programmes conjoints d'assistance technique en matière de commerce, comme le Cadre Intégré et le JITAP, dont le Mali bénéficie, pourront nous aider à renforcer nos capacités pour une meilleure maîtrise du développement de notre pays et lever toutes les contraintes liées à l'offre en vue de notre participation véritable au commerce multilatéral.

Je voudrai ici exprimer toute notre inquiétude face à la lenteur de ces programmes et souligner l'impérieuse nécessité de l'assistance technique pour les pays les moins avancés comme le notre en matière d'analyse et de formulation de politiques, mais aussi et surtout de formation de ressources humaines de qualité.

Mesdames, Messieurs,

C'est le lieu pour moi ici, de saluer notre collaboration fructueuse avec l'ensemble des institutions du Système des Nations Unies en général, et la CNUCED en particulier.

Le Mali apprécie hautement tous les efforts de la CNUCED pour le traitement intégré du commerce et du développement. Il apprécie également la recherche de cohérence entre les systèmes commercial et financier internationaux et les stratégies nationales de développement et les engagements internationaux.

Je tiens à remercier le Secrétaire Général de la CNUCED Monsieur Rubens Ricupero, pour l'assistance apportée au Mali, dans le cadre du projet pilote « Train for Trade » pour renforcer les capacités des institutions publiques et privées en charge du commerce international.

Cependant Monsieur le Président, malgré le bon travail accompli jusqu'ici, beaucoup reste à faire, pour améliorer notre insertion dans le système commercial multilatéral.

La CNUCED pourrait nous appuyer dans nos efforts de plaidoyer, afin que devienne réalité, l'engagement de toute la Communauté Internationale à relever les défis majeurs de la mondialisation.

Ceci devra passer nécessairement par un accroissement substantiel de l'aide publique au développement et un effort particulier de la Communauté internationale sur le problème de la dette.

Un effort particulier doit être aussi consenti pour l'élaboration et la mise en place de politiques et programmes spécifiques ainsi que des institutions appropriées pour soutenir l'investissement, le développement de la technologie et des entreprises.

Avant de terminer Monsieur le Président, je voudrais formuler le voeu, qu'il sorte de nos travaux, des orientations pertinentes, partagées par tous, afin de nous permettre d'adopter des résolutions allant dans le sens des intérêts de nos populations surtout dans le but de juguler la pauvreté.

Je vous remercie